

## Après le rapport Sauvé, la crise de confiance des catholiques

Analyse

*Sondage exclusif. Dans la foulée de la remise du rapport Sauvé, « La Croix » a commandé un sondage exclusif pour connaître l'opinion des catholiques français. Unanimentement en colère et tristes, ils réclament du changement sur la gouvernance avec un meilleur partage du pouvoir dans l'Église, en faisant notamment davantage de place aux femmes.*

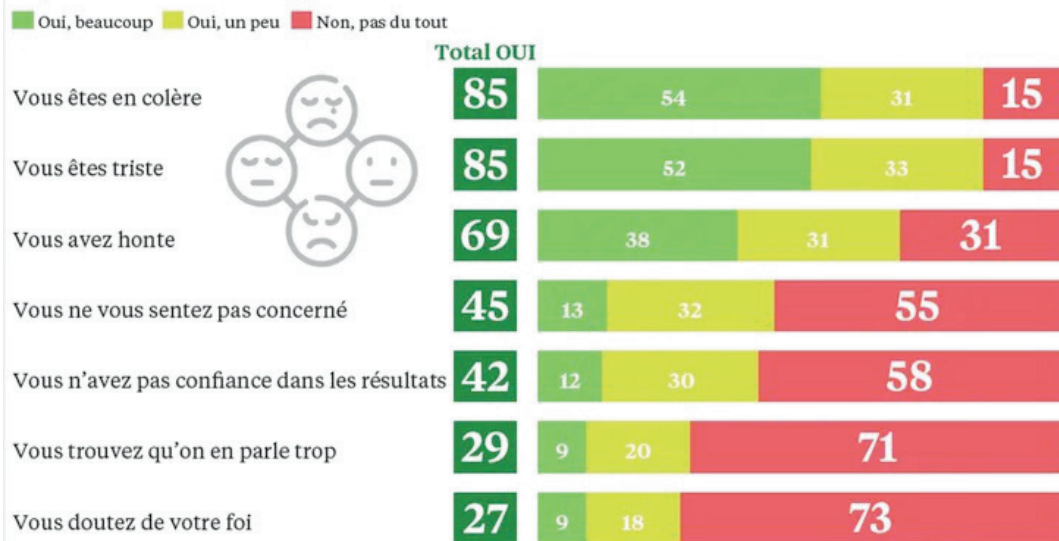
Xavier Le Normand, le 27/10/2021 à 18:00 Modifié le 28/10/2021 à 06:40

Le 5 octobre, la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) remettait son rapport, mettant en évidence le caractère « systémique » de ces abus et évaluant à 216 000 le nombre de victimes – 330 000 en comptant celles de laïcs – depuis les années 1950. Depuis la révélation de ces chiffres et des douloureux récits de personnes abusés, les tribunes et appels se multiplient, avec en ligne de mire l'Assemblée plénière des évêques de France, qui aura lieu du 2 au 8 novembre à Lourdes. Dans cette perspective, La Croix a voulu connaître l'état de l'opinion catholique française à travers un sondage réalisé par l'Ifop.

Premier enseignement de cette enquête : le retentissement du rapport de la Ciase. Près de neuf catholiques français sur dix en ont entendu parler. « Il y a indéniablement eu un très fort écho de ce rapport parmi la population catholique », confirme Gautier Jardon, chargé d'études à l'Ifop. Pour la Ciase dont un des premiers buts était une large prise de conscience autour des abus sexuels, cet objectif est atteint.

### Les sentiments ressentis

Éprouvez-vous chacun de ces sentiments après la publication du rapport ?



Visactu/La Croix

Face aux révélations, le sondage montre que les sentiments sont unanimes parmi les croyants. Ils sont ainsi 85 % à se dire « en colère » et autant à se dire « triste ». Dans les deux cas, plus de la moitié des répondants ont choisi des réponses fortes, disant les ressentir « beaucoup ».

« D'habitude, commente Gautier Jardon, les sondés choisissent plutôt les réponses intermédiaires. Ici, on voit que les catholiques sont loin d'être insensibles et ont un positionnement tranché. »

Une hiérarchie jugée pas à la hauteur

Plus intime, le sentiment de « honte » est partagé par sept sondés sur dix. Et ils sont à peine un sur deux à se sentir concerné par les problèmes relevés par le rapport Sauvé. Par ailleurs, près de trois sur quatre affirment ne pas être affectés dans leur foi par ces révélations.

Le rapport en lui-même ne fait pas non plus l'unanimité. Une division assez forte apparaît entre catholiques. Ainsi, parmi l'ensemble des catholiques, quatre sondés sur dix indiquent « n'avoir pas confiance dans les résultats ». De même, environ 30 % des croyants trouvent que l'on « parle trop » du rapport de la Ciase. Cette proportion monte même à 40 % chez les catholiques pratiquants.

Si la foi des catholiques est peu ébranlée, l'institution Église est en revanche touchée par une profonde crise de confiance. La réaction de la hiérarchie catholique a-t-elle été à la hauteur de ces révélations ? « Non », répondent les trois quarts des personnes interrogées. Les différentes mesures mises en place progressivement par les évêques semblent donc toujours largement en deçà des attentes.

Plus sévère encore, le jugement sur l'écoute des victimes : moins de deux catholiques sur dix jugent que cette attention a été suffisante. Moins la pratique est régulière, plus la critique est acerbe : seuls 14 % des non-pratiquants considèrent que cette écoute a été suffisante, contre 39 % des pratiquants réguliers.

Après le rapport Sauvé, la crise de confiance des catholiques



Visactu/La Croix

Conséquence : les deux tiers des catholiques déclarent ne pas faire confiance à l'Église quant à la protection des mineurs. Là encore, il faut toutefois distinguer selon le niveau de pratique. Ainsi, à rebours de l'ensemble des catholiques, les « messalisants », ceux qui assistent régulièrement à la messe dominicale, sont aux deux tiers prêts à faire confiance.

Plébiscite pour des changements

À travers ce sondage, La Croix a également voulu interroger les catholiques sur les actions qu'ils attendaient de la part de leur Église. Première action, qui fait l'unanimité en sa faveur, quel que soit le niveau de pratique religieuse, l'âge ou le milieu social : « Demander pardon aux victimes ». Le versement d'indemnités financières aux victimes est également plébiscité. « Il y a une adhésion massive à ces demandes, qui montrent bien que les catholiques ne sont pas du tout en rejet des conclusions du rapport de la Ciase », commente Gautier Jardon.

## L'adhésion à différentes actions de l'Église

Êtes-vous favorable ou pas favorable à chacune des actions suivantes de la part de l'Église ?

En % de réponses favorables



D'après-vous, le travail de l'Église sur ce sujet peut-il contribuer à faire la lumière sur les abus dans le reste de la société ?

Oui  
**84 %**

Visactu/La Croix

La façon de faire, mais aussi d'être, de l'Église catholique est aussi remise en question par ceux qui en sont fidèles. Deux propositions recueillent ainsi l'adhésion de neuf croyants sur dix : confier des responsabilités aux femmes et changer de discours sur la sexualité. Suivant de près : un meilleur partage des pouvoirs est soutenu par 85 % des sondés.

#### Le secret de confession divise

Si ces mesures sont majoritairement demandées par tous, l'adhésion augmente toutefois avec l'âge. En d'autres termes, les jeunes catholiques sont moins demandeurs de réformes que leurs aînés. Comment cela s'explique-t-il ? S'il n'est pas possible de donner de réponse définitive, le sondage met en évidence que les jeunes Français sont nettement moins nombreux à se dire catholiques que leurs aînés. À l'inverse, les catholiques jeunes ont un taux de pratique supérieur.

« Peu nombreux à se dire catholiques, les jeunes qui le font sont sans doute plus déterminés », avance Gautier Jardon. Et donc, peut-être, moins enclins à vouloir du changement dans leur Église, sous le feu des critiques.

Il est par ailleurs une proposition qui divise les catholiques, à savoir l'éventuelle levée du secret de confession. Sur cette question qui a largement fait polémique dans les jours qui ont suivi la remise du rapport Sauvé, il n'est pas possible d'affirmer que les catholiques ont une position unique. Si 69 % d'entre eux demandent que cette levée soit possible, ils ne sont plus que 54 % lorsque ne sont pris en compte que les catholiques pratiquants.

Malgré la crise de confiance, la hiérarchie catholique pourra toutefois trouver une consolation dans ce sondage. Quel que soit le niveau de pratique, plus de huit catholiques sur dix estiment que ce travail de l'Église pourra « contribuer à faire la lumière » sur les abus dans le reste de la société. Si les catholiques sont particulièrement sévères à l'égard de leur communauté et de sa hiérarchie, ils saluent donc un travail bénéfique à mettre au service de toute la société.

## Les catholiques et la Ciase, un sondage qui oblige les évêques

Editorial

*Ce sondage exclusif commandé par « La Croix » est une photographie de l'opinion des catholiques qui montre leur volonté de changement, après la publication du rapport Sauvé sur les abus sexuels dans l'Église.*

Isabelle de Gaulmyn, le 27/10/2021 à 18:04 Modifié le 27/10/2021 à 22:16



Isabelle de Gaulmyn BRUNO LEVY

Ce n'est qu'un sondage. C'est-à-dire une photographie, une prise de température de l'état de l'opinion des catholiques, à la suite de la publication du rapport Sauvé sur les abus sexuels dans l'Église. Un sondage ne saurait en aucune manière imposer des règles d'action. En revanche, il permet de cerner les sentiments des catholiques, au-delà de ceux qui s'expriment haut et fort. De ce point de vue, les résultats sont significatifs, car la tendance est massive. Plus de 80 % des sondés sont au courant de la sortie du rapport Sauvé. 85 % se disent « en colère » et autant « triste ». Et chose notable, les catholiques non pratiquants, donc plus éloignés de l'institution, expriment les mêmes sentiments que les catholiques pratiquants.

Les évêques ont eu le courage de commander et financer ce rapport sur les abus sexuels. L'Église de France est sans doute celle qui, dans le monde catholique, est allée la plus loin dans ce travail d'introspection. Le résultat est rude, certes. Mais il ressort de ce sondage que les catholiques, qui affirment ne pas perdre la foi pour autant, réclament des changements. Ils ont bien intégré l'aspect « systémique » de la crise. Là encore, les chiffres sont impressionnants, que ce soit ceux qui demandent plus de responsabilités pour les femmes (90 %) ou un meilleur partage des pouvoirs (85 %). C'est de bon augure sur la capacité des catholiques, à travers toute leur diversité, à prendre leurs responsabilités.

À Lourdes la semaine prochaine, les mêmes évêques vont devoir décider des suites à donner au rapport. Tâche difficile, tant l'attente est immense. Il va donc falloir trouver les lieux et les modalités d'organisation pour que cette réflexion ait lieu dans et aussi hors de l'Église, et qu'elle concerne tous les âges, et sensibilités. Le pire serait de rester dans l'entre-soi. Mais il n'y a pas le choix : le rapport Sauvé, et sa réception, apparaît sans aucun doute comme l'un de ces « signes des temps » qu'il faut prendre compte. Un signe des temps pour toute l'Église, certes, mais la responsabilité des évêques est bien ici d'accompagner le mouvement. Et d'abord, d'accepter de se laisser bousculer par lui...

### « Mes résistances au rapport Sauvé »

Tribune

Mgr Pascal Wintzer Archevêque de Poitiers

*L'archevêque de Poitiers, exprime les résistances que peut éprouver un évêque devant les conclusions du rapport Sauvé, comme ses « recommandations qui touchent des appels à réformer l'Église ».*

Mgr Pascal Wintzer, le 27/10/2021 à 11:39 Modifié le 27/10/2021 à 16:02

Peut-on résister au rapport Sauvé ? A-t-on simplement le droit d'exprimer un tel questionnement ? Surtout lorsque l'on est un évêque ! Ce qui est possible, et sans doute souhaitable, c'est d'exprimer pour soi-même les résistances que l'on peut éprouver, pour les identifier et y apporter réponse. Aussi le faire publiquement afin de recevoir d'autres que soi-même les éclairages permettant d'aller plus loin que ses propres pensées.

Parmi les résistances qui peuvent exister, il y a celles qui viennent d'un manque de courage, voire d'une volonté plus ou moins exprimée de préserver sa tranquillité. Bien entendu, de telles attitudes sont moralement condamnables, elles peuvent même constituer des délits au regard de la loi, il revient alors à la justice de se prononcer.

Mais, les vraies résistances ne sont pas de cet ordre. En voici quelques-unes qui peuvent m'habiter à certains moments.

Oui, il faut un temps pour l'émotion

Avant tout, je suis toujours désarmé face à des propos ou des attitudes où l'affectivité, les sentiments, les émotions l'emportent. Animal à sang froid, estimant qu'il faut se mettre à distance de ses propres émotions pour opérer un jugement lucide, répugnant davantage encore à porter mes propres sentiments en bandoulière, je me sens en peine lorsque des personnes sont dominées par leurs émotions et les expriment avec force.

Cependant, n'ayant pas eu à subir de violences dans ma vie, je dois accepter que des personnes qui en ont été victimes, aussi qui n'ont pas été écoutées ni défendues comme elles auraient dû l'être soient à vif et le manifestent. Oui, il faut un temps pour tout.

Vouloir que l'analyse, le jugement s'expriment d'abord, c'est risquer de ne pas donner place à ce qui doit l'être. Si l'émotion n'a jamais pu s'exprimer, comment s'étonner qu'elle surgisse à tel ou tel moment. Oui, il faut un temps pour tout : pour l'émotion, la colère, les sentiments les plus divers, il faut, ou plutôt il faudra pareillement le temps de la réflexion, mais... en son temps.

Se libérer de ses propres souffrances

Une autre résistance peut s'exprimer lorsque l'on perçoit que des personnes semblent enfermées dans les violences qu'elles ont subies, leur vie paraissant parfois n'être mesurée que par ceci, un peu comme si la poursuite de leur vie et de leur histoire, ce qu'elles pourront construire, voire l'oubli des traumatismes étaient une infidélité à leur souffrance, un déni de justice pour elles comme pour d'autres victimes.

Certainement qu'il convient d'avoir conscience que l'histoire de chacun est singulière. Pour certaines, certains, la résilience, l'oubli qui n'est pas l'effacement de tout sont des moyens pour que la vie poursuive sa route. De telles attitudes ne peuvent être souhaitées ni encouragées par ceux qui exercent la justice, ni par ceux qui ont quelque moyen d'agir pour que justice se fasse, mais elles doivent être constatées. Le droit reconnaît la prescription ; celle-ci peut aussi contribuer à vivre un chemin de libération de ses propres souffrances.

Le rapport Sauvé laisse à l'Église catholique le soin de le mettre en œuvre

Enfin, parce que je suis un évêque, mais je pense que de telles pensées habitent d'autres que des évêques, je peux résister à des recommandations qui touchent des appels à réformer l'Église. En quoi ceci concerne-t-il une commission dont les expertises appartiennent avant tout aux sciences sociales ? Même si des théologiens étaient membres de la Ciase. Et puis, sur certains points, ce qui est préconisé n'atteint-il pas l'Église dans des fondements qui ne lui appartient pas de changer, puisqu'ils sont reçus, sinon de son fondateur, du moins d'une tradition continue depuis presque deux millénaires ?



## Mgr Wintzer : « Pour les victimes d'abus, nous avons une parole qui peut paraître un peu froide »

Entretien

*Mgr Pascal Wintzer, archevêque de Poitiers, réagit à la lecture du sondage commandé par « La Croix ». Il comprend la crise de confiance vis-à-vis de la hiérarchie de l'Église manifestée par cette enquête.*

Recueilli par Clémence Houdaille, le 28/10/2021 à 11:04 Modifié le 28/10/2021 à 13:21

La Croix : Le sondage montre un très fort retentissement du rapport Sauvé chez les catholiques. L'avez-vous perçu auprès des personnes que vous rencontrez ?

Mgr Pascal Wintzer : Oui, à la fois chez les personnes qui s'expriment directement quand je les croise, et chez celles qui ont participé à des rencontres organisées par le diocèse, à Niort et à Poitiers, après la publication du rapport.

Le premier sentiment que je constate est la colère de personnes souvent pratiquantes et engagées dans l'Église. Elles connaissaient le phénomène des agressions sexuelles depuis des années, mais c'est l'ampleur du nombre de victimes qui suscite la colère. Notamment parce que cela manifeste l'incapacité des responsables de l'Église à assumer leur charge. Et ces faits-là apparaissent en contradiction complète avec l'Évangile.

Comprenez-vous cette colère ?

Mgr P. W. : Oui, parce qu'une part des catholiques pratiquants se sentent mis en cause eux-mêmes par les faits révélés par le rapport, et ils se sentent trahis. Certains disent que le fait de se dire chrétien expose déjà à des remarques négatives. Et désormais, ils subissent l'opprobre pour des faits commis par d'autres.

Près des trois quarts des personnes interrogées disent ne pas être affectées dans leur foi après le rapport Sauvé, comment l'expliquez-vous ?

Mgr P. W. : Ils posent une distinction entre le Christ, l'Évangile, et l'institution ecclésiale, ce qui est juste. Un des problèmes est d'ailleurs que l'Église a voulu se protéger en faisant passer son fonctionnement, sa réputation avant le service qu'elle doit rendre.

Une large majorité de sondés expriment une forte défiance à l'égard de l'institution, estimant que la réaction de la hiérarchie de l'Église n'a pas été à la hauteur. En tant qu'évêque, quelle autocritique faites-vous à ce sujet ?

Mgr P.W. : Il est vrai que nous avons une parole qui peut paraître souvent un peu froide, alors que de tels faits touchent d'abord le cœur. Sans doute que nous ne savons exprimer de l'émotion, par tempérament, par formation, plutôt intellectuelle... Le fait de ne pas l'exprimer peut conduire à penser que nous n'avons rien compris, que nous sommes restés indifférents. Cette façon de mettre à distance nos émotions semble en décalage avec la vie sociale aujourd'hui. Cela peut accréditer l'idée d'une caste où nous nous ressemblons tous. Nous devons entrer dans certaines lois de la relation.

Je reconnais que ce sont des choses que je ne sais pas faire, je peux avoir l'impression d'éprouver une réaction un peu fabriquée, artificielle. J'exprime mon émotion autrement : en écoutant les personnes qui vivent une souffrance, en réfléchissant à des changements de certaines pratiques... Mais nous ne pouvons pas nous abstenir d'entrer dans les schémas mentaux de notre époque, qui réclame plus d'immédiateté et de spontanéité dans les réactions.

Que comptez-vous faire pour regagner la confiance des fidèles ?

Mgr P. W. : Nous serons jugés sur nos actes. Nous devons faire des changements dans les modes de gouvernances, avec des règlements plus contraignants pour que les décisions ne soient plus le seul fait des évêques ou des clercs. Certes, les conseils existent, mais ils doivent être aussi des lieux décisionnels où la voix de chacun est prise en compte.

Parmi les propositions plébiscitées par les sondés figure le fait de confier des responsabilités aux femmes et de mieux partager les pouvoirs. Comment répondre à cela ?

Mgr P. W. : Je dois appeler prochainement deux femmes à des postes à responsabilités dans le diocèse : une déléguée épiscopale à l'information, et une membre du conseil épiscopal. Pour le moment, je ne peux

pas canoniquement nommer de laïc, homme ou femme, vicaire général ou vicaire épiscopal. Mais en janvier, une femme de mon conseil épiscopal aura un rôle analogue à celui d'un vicaire général. Il faut des actions rapides, au moins symboliques, manifestant que dans la liturgie aussi les laïcs ont leur place, mais il faut également engager des réformes plus profondes qui peuvent demander un certain temps.

---